

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
19 rue de Ciron  
Bâtiment A  
81013 Albi Cedex  
uid-81-12.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

Albi, le 29 mai 2025

## Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/05/2025

### Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**SMDVDMAT TRIFYL**  
lieu-dit Prado de Lamothe  
81290 Labruguière

Références :  
Code AIOT : 0006807903

#### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/05/2025 dans l'établissement SMDVDMAT TRIFYL implanté lieu-dit Prado de Lamothe 81290 Labruguière.

Cette inspection est réalisée dans le cadre de l'action organisée par la DREAL Occitanie afin de prévenir les risques d'incendie dans les installations de tri, transit et regroupement de déchets.

La dernière inspection du site date du 21 juin 2023.

#### Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SMDVDMAT TRIFYL
- lieu-dit Prado de Lamothe 81290 Labruguière
- Code AIOT : 0006807903    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

TRIFYL exploite le centre de tri de Labruguière. Ce centre exerce les activités suivantes :

- centre de tri de la collecte sélective,
- plateforme de compostage de déchets verts,

- une plateforme bois-énergie,
- une déchetterie,
- une plateforme logistique de gestion des bennes de déchetterie.

Le site, construit en 2004, est modernisé en 2011, 2014 et 2022.

Par arrêté préfectoral du 27 septembre 2002, le syndicat mixte TRIFYL est autorisé à exploiter un centre de tri de déchets ménagers et assimilés ainsi qu'une déchetterie. Un arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation d'exploiter une plateforme de valorisation de déchets ménagers et assimilés est notifié au syndicat mixte TRYFIL le **30 septembre 2021**.

**Thèmes de l'inspection : AR - 7 | Risque incendie | Déchets**

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
7	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois
9	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
10	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
11	Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
12	Dispositions d'exploitation	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Implantation – Aménagement	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7	
2	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
3	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9	
8	Dispositifs de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	
13	Respect des seuils autorisés	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.2.1	


14	Dispositions d'exploitation	AP Complémentaire du 30/09/2021, article 2.2.2	
----	-----------------------------	--	--

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection sur site a relevé cinq non-conformités pour lesquelles il est demandé à l'exploitant de transmettre des justificatifs sous délais.

## 2-4) Fiches de constats


### N° 1 : Implantation – Aménagement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre. [...]
<b>Constats :</b> L'installation est accessible aux services de secours. Elle est dotée d'un accès principal contrôlé par caméra et interphone depuis le bureau d'accueil. L'accès au site n'est autorisé qu'après contrôle. Les voies et plateformes sont largement dimensionnées. Il n'y a aucun stationnement autorisé à l'intérieur du site, un parking extérieur est mis à disposition des visiteurs et du personnel. Tous les bâtiments sont équipés d'ouvrants sur au moins deux façades ; portails coulissants pour l'accès aux camions aux halls amont, aval et chaîne de tri ; et portes avec poussoir de sécurité pour les piétons sur certaines façades.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 2 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire; [...]
<b>Constats :</b> Le plan des locaux et des zones de danger a été fourni et consulté. Il n'appelle aucun commentaire.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


### N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. [...]
<b>Constats :</b> L'installation est dotée en nombre suffisant d'extincteurs de toutes sortes, appropriés aux risques. Les extincteurs sont clairement repérés, identifiés et sont facilement accessibles. Ils ont été vérifiés en septembre 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Points d'eau incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li><li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li></ol> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m<sup>3</sup>/h durant deux heures.</p> <p>Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site dispose de deux poteaux d'incendie : l'un est positionné à proximité de l'accès au site, le second est positionné à proximité de la plateforme bois, à l'arrière du hall amont.</p> <p>Une réserve souple d'incendie de 400 m<sup>3</sup> est positionnée à proximité des locaux sociaux et du hall aval.</p> <p>A l'arrière de la chaîne de tri une réserve incendie de 1 200 m<sup>3</sup> alimente l'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie de l'installation : RIA, canon à eau, mur et déluge d'eau, <i>sprinklers</i>.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Suite à l'inspection de juin 2023, il avait été demandé à l'exploitant de justifier le débit des poteaux incendie, ce qu'il a fait (Cf.constat n°4 du rapport d'inspection). Cependant, le contrôle du poteau du pont bascule (ref 973 001) présentait un débit insuffisant : l'exploitant a un mois pour justifier que le débit de ce poteau est bien de 60 m<sup>3</sup>/heure..</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Détection automatique
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; [...]
<b>Constats :</b> L'ensemble du site : halls amont, aval et chaîne de tri sont tous équipés de systèmes de détection : caméras thermiques et détecteurs de flammes.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Réserve de sable
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre l'incendie contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. [...]
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'une réserve de sable uniquement au niveau de la station GNR (gasoil non routier), l'ensemble du site étant couvert par toutes sortes de dispositifs de lutte contre l'incendie, détaillés par ailleurs.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Dispositifs de prévention des accidents


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Plan de défense contre l'incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.</p> <p>« Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>« Il comprend au minimum :</p> <p>« - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</p> <p>« - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</p> <p>« - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</p> <p>« - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</p> <p>« - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</p> <p>« - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</p> <p>« - des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</p> <p>« - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</p> <p>« - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;</p> <p>« - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</p> <p>« - le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.»</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie n'est pas fourni car il n'est pas finalisé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un délai de 3 mois pour produire et présenter à l'Inspection le plan de défense contre l'incendie, complet.</p>
<p><b>Respect de la prescription :</b> </p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 Mois


## N° 8 : Dispositifs de prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Exercice incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [..] « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. « Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. « Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a organisé un exercice incendie le 11 décembre 2024 dont le rapport est fourni. Scénario : feu dans la trémie du hall amont.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 9 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Confinement externe
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque que des matières dangereuses sont stockées. [...] En cas de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces systèmes. [...]
<b>Constats :</b> Un bassin de rétention de 1 870 m <sup>3</sup> de volume est implanté à l'ouest du site, à proximité de la plateforme bois et du hall amont du centre de tri. Ce bassin est équipé d'un dispositif de cloisonnement et d'une pompe de relevage, a priori automatique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant adresse à l'Inspection sous un mois le rapport ou PV de contrôle des opérations de maintenance qu'il a organisées sur ces dispositifs.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 10 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Confinement interne
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.</p> <p>Les dispositifs internes sont interdits lorsque que des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>[...]</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermées par défaut. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La partie centrale du centre de tri est entièrement revêtue. Les pentes de la plateforme et le regard avaloir central permettent une rétention de plus de 100 m<sup>3</sup> après fermeture de la pompe de relevage présente au niveau du bassin réserve incendie de 250 m<sup>3</sup> (ref 973 002).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant adresse à l'Inspection sous un mois le rapport ou PV de contrôle des opérations de maintenance qu'il a organisées sur la pompe de relevage et sur le système de cloisonnement.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 11 : Dispositifs de rétention des pollutions accidentelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11. IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - dimensionnement capacité de rétention
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ;</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b> Les volumes du confinement (Cf. constats précédents) ont été indiqués par rapport aux plans fournis lors de l'inspection de juin 2023, alors que les travaux sur le centre n'étaient pas totalement terminés. <ul style="list-style-type: none"><li>- Bassin de rétention externe : 1 870 m<sup>3</sup>,</li><li>- Zone de rétention interne (aire centrale) : 103 m<sup>3</sup>.</li></ul>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant confirme à l'Inspection les volumes des rétentions et les justifie en fournissant les documents issus du dossier des ouvrages exécutés, ou par tout moyen.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 12 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Consignes d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.
<b>Constats :</b> Un classeur regroupant tout un tas de documents écrits relatifs au site est disponible dans le bureau d'accueil du site. Ce classeur a été consulté rapidement pour y trouver les consignes relatives aux accidents et incidents. Y figurent les consignes suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>• HSC-PRO-001-TRIF - Gestion des accidents et incidents, version du 1er janvier 2013,</li><li>• HSC-PRO-005-TRIF - Gestion d'une intervention à risques, version du 12 octobre 2015.</li></ul> Ne figure dans ce classeur aucune procédure relative à la gestion d'un incendie et/ou à la mise en oeuvre des dispositifs de cloisonnement et de rétention des eaux d'extinction d'incendie.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant adresse sous un mois à l'Inspection les procédures liées aux accident, incident et incendie dans leur version définitive.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 13 : Respect des seuils autorisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/09/2021, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>ARTICLE 1.2.1. - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES</p> <p>Le tableau des activités figurant à l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 27 septembre 2002 sus-visé est remplacé par le tableau suivant :</p> <p>- Rubrique n°2714-1 (E) : <b>Volume total 8 380 m<sup>3</sup></b> dont :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 4 000 m<sup>3</sup> dans le hall amont,</li><li>• 380 m<sup>3</sup> dans le hall de tri et de conditionnement,</li><li>• 4 000 m<sup>3</sup> dans le hall aval.</li></ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Hall aval, volume stocké</u></p> <p>D'après les états des stocks fournis lors de l'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- hall aval, état des stocks de balles au 14 mai (avant expédition),</li><li>- balles expédiées entre le 14 et 19 mai 2025,</li></ul> <p>on estime que les quantités stockées dans le hall aval sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 565 balles stockées au 14 mai, soit 1,5 de masse volume moyenne par type de balles (plastiques, papier, alu...) = <b>850 m<sup>3</sup></b> dans le hall aval au 14 mai.</li></ul> <p><u>Hall amont, état du stock</u></p> <p>Au moment de l'inspection, sur 3 alvéoles, 2 sont quasiment remplies de déchets, la troisième étant en cours de traitement et de chargement dans la trémie qui alimente la chaîne de tri.</p> <p>Chaque alvéole fait 16 m de largeur (épaisseur des murs non prise en compte) et le bâtiment fait 30m de largeur.</p> <p>A partir de ces dimensions, le volume stocké est estimé à :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 2 alvéoles : 32 x 25 x 4 (hauteur de stockage) = 3 200 m<sup>3</sup></li><li>- 1 alvéole en cours de chargement : 16 x 10 x 3 = 480 m<sup>3</sup>,</li></ul> <p>Soit un volume stocké dans le hall amont estimé à <b>3 680 m<sup>3</sup></b>.</p> <p>Il est difficile de se faire une idée du volume stocké par ailleurs, les déchets étant répartis partout sur la chaîne de tri, depuis le tapis en sortie de trémie du hall amont à la presse à balles du hall aval, en passant par la chaîne de tri automatique ou manuelle (refus de tri).</p> <p><u>Le volume de déchets stockés sur tout le centre de tri est estimé inférieur à 8 830 m<sup>3</sup>.</u></p> <p>Il est donc estimé conforme au seuil malgré l'encombrement ponctuel du hall amont (fériés du mois et panne du système concomitante). Cf. photos.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

#### N° 14 : Dispositions d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 30/09/2021, article 2.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Entreposage des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 5 mètres.
<b>Constats :</b> Les hauteurs de stockage des déchets, tant dans le hall amont que dans le hall aval, sont inférieures à 5 mètres.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

**Annexe confidentielle**  
**Non communicable au public**

Nature du caractère confidentiel :

- ☐ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres: préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. instruction du gouvernement du 12 septembre 2023). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux ...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Dispositifs de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1

Information confidentielle :

Le rapport, à usage interne, n'est pas d'une grande clarté sur les points négatifs et, partant, sur les axes d'amélioration. Il en ressort que le message d'alerte (au secours, au personnel dédié ?) du site n'est ni clair ni complet.

Nom du point de contrôle : Dispositions d'exploitation

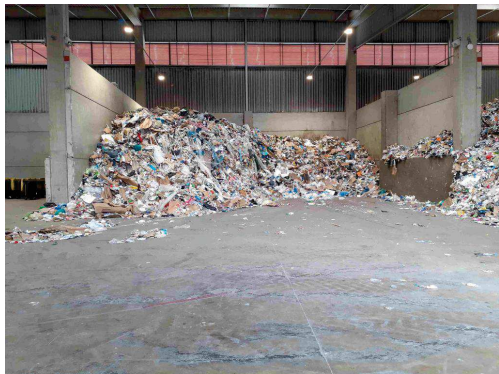
Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 12

Information confidentielle :

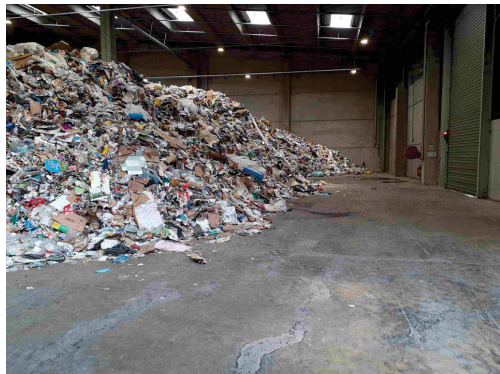
Le centre de tri de Labruguière (SMDVDMAT) ayant fait l'objet d'un arrêté préfectoral complémentaire d'autorisation daté du 30 septembre 2021, les consignes, au vu du contenu du classeur présenté, doivent faire l'objet d'une rigoureuse mise à jour et être adressées à l'Inspection dans leur version définitive.

## Planche photographique associée à la visite d'inspection

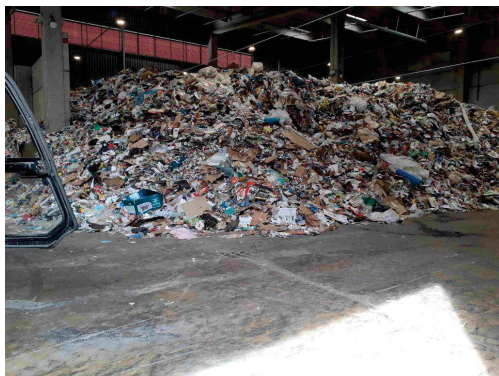
### N° 13 Respect des seuils autorisés



hall\_amont\_(1).jpg



hall\_amont\_(4).jpg



hall\_amont\_(2).jpg